

PROCES-VERBAL du Comité syndical du 19 mars 2015

Le 19 mars 2015, à 9h30, le Comité syndical, dûment convoqué le 5 mars 2015, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de La GONTRIE.

Nombre de délégués en exercice :

77

Nombre de délégués présents ou représentés :

44 dont 12 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-Le-Pont), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson), M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-Le-Buisson), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

CA Grand Paris Seine Ouest (GPSO) : Mme Christine BRUNEAU (Boulogne-Billancourt), M. Christophe PROVOT (Issy-Les-Moulineaux), M. Antoine DUPIN (Meudon), M. Bernard ROCHE (Vanves), M. Thierry SIOUFFI (Ville d'Avray) ;

CA Sud de Seine : M. Michel FAYE (Fontenay-Aux-Roses) ;

CC Charenton-Le-Pont - Saint-Maurice : M. Pascal TURANO (Charenton-Le-Pont).

Suppléants avec voix délibératives :

Mme Sylvie AGUILAR (Antony), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), M. Thibault SIMEONI (Maisons-Alfort), M. Olivier STERN (Montreuil).

Excusés ayant donné pouvoir : M. Jean MAYET CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (Alfortville) à M. Olivier NADIRAS, M. François-Marie PAILLER (CA Grand Paris Seine Ouest : Chaville) à M. Bernard ROCHE, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme Geneviève GAILLABAUD, M. Bernard ACCART (Courbevoie) à M. Henri VINCENT, M. Yves MENEL (Garches) à M. Jean-Paul MARTINERIE, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à M. Thierry Michel ISOARD, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à M. Jean-Jacques PASTERNAK, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-La-Garenne) à M. Jean-Luc MILLARD, M. Alain GUETROT (Saint-Maurice) à M. Pascal TURANO, M. Jean-Louis TESTUD (Suresnes) à M. Christophe PROVOT, M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif) à M. Christophe BOISSIERE, M. Jean-Claude LEROUX (Yerres) à M. Jean-Paul MORDEFROID.

Étaient excusés : M. Arnaud GIBERT (CA Argenteuil-Bezons : Bezons), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Sylvie CHABALIER (CA Plaine Centrale du Val-de-Marne : Limeil-Brévannes), M. Alain SCHUMACHER (CA Clichy-Montfermeil : Montfermeil), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny), M. Denis GABRIEL (CA Mont-Valérien : Rueil-Malmaison), M. Abdel-Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Pascal THEVENOT Vélizy-Villacoublay).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination technique et

administrative, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation, Jérémie SWIDEREK responsable déploiement.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 18 février 2015
- 2 - Délibérations :
 - Approbation des documents budgétaires 2014 et 2015 :
 - Approbation du Compte de gestion 2014
 - Approbation du Compte administratif 2014
 - Affectation du résultat 2014
 - Approbation du Budget primitif 2015
 - Adhésions de nouvelle(s) commune(s)
- 3 - Points divers et questions orales

La présidente a ouvert la séance à 9h30 et a constaté que le quorum était atteint.

M. Christophe BERNIER est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 18 février 2015

Le procès-verbal du Comité syndical du 18 février 2015 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations

2.1 Approbation du Compte de gestion 2014 (délibération 2015 10)

La présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. La présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif d'Autolib' Métropole.

La présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Elle demande ensuite aux délégués s'il y a des observations. Aucune observation n'étant formulée, la présidente invite le Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2014 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 du compte de gestion joint en annexe ; **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2014 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ; **ADOpte** le compte de gestion de l'exercice 2014 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*

2-2 Approbation du Compte administratif 2014 (délibération 2015 11)

La présidente rappelle que conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Le compte administratif est le document qui retrace les réalisations effectives, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2014 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Elle donne ensuite la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat, qui commente point par point la présentation du compte administratif 2014 qui est projetée sur écran.

Section Fonctionnement en euros :

- Recettes : **9 411 629,43 euros**
- Dépenses : **6 455 960,03 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2014 : **+ 2 955 669,4 euros**

Soit un résultat cumulé de fonctionnement de **3 907 372,01 euros**, dont **951 702,61 euros** de report d'excédent de l'exercice 2013 et **2 955 669,40 euros** d'excédent de l'exercice 2014.

Section Investissement en euros :

- Recettes : **6 907 680,63 euros**
- Dépenses : **11 528 774,85 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2014 : **- 4 621 094,22 euros**

Soit un résultat cumulé d'investissement de **8 360 138,76 euros**, dont **12 981 232,98 euros** de report d'excédent de l'exercice 2013 et **- 4 621 094,22 euros** de déficit de l'exercice 2014.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2014 : + 12 267 510,77 euros

Mme Marie-Pierre de La GONTRIE, présidente, s'est retirée pour laisser la présidence à Mme Christine BRUNEAU pour le vote du compte administratif.

Mme Christine BRUNEAU demande aux délégués s'il y a des observations.

M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), souhaite avoir des explications quant à la somme de 1 844 000 euros en rattachement sur les charges reversées aux communes.

La directrice donne la parole à M. CHEKIR comptable du Syndicat qui explique que ce montant correspond bien à la section de fonctionnement et à un rattachement sur l'exercice 2014. Il ajoute que comme certaines villes n'ont toujours pas titré les redevances d'occupation, il n'est pas possible de leur reverser les sommes dues. De ce fait, cette dépense est rattachée à l'exercice concerné.

La directrice rappelle aux délégués que, tous les ans, au mois de septembre, une lettre, mentionnant le montant exact à titrer par station, est adressée au Directeur ou à la Directrice Générale de chaque collectivité mais que certaine collectivité oublie de les titrer.

Aucune autre question n'étant formulée, Mme Christine BRUNEAU, présidente, demande de procéder au vote.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2014 présentées dans le compte administratif. **APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2014 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.*

2.3 Affectation du résultat 2014 (délibération 2015 12)

La présidente donne la parole à la directrice qui rappelle que le compte administratif 2014 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

Section de Fonctionnement en euros :

- Recettes : **9 411 629,43 euros**
- Dépenses : **6 455 960,03 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2014 : **+ 2 955 669,40 euros**

Soit un report global d'excédent de fonctionnement de **3 907 372,01 euros**, dont **951 702,61 euros** de report d'excédent de l'exercice 2013 et **2 955 669,40 euros** d'excédent de l'exercice 2014.

Section d'Investissement en euros :

- Recettes : **6 907 680,63 euros**
- Dépenses : **11 528 774,85 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2014 : **- 4 621 094,22 euros**

Soit un report global d'excédent d'investissement de **8 360 138,76 euros**, dont **12 981 232,98 euros** de report d'excédent de l'exercice 2013 et **- 4 621 094,22 euros** de déficit de l'exercice 2014.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2014 : + 12 267 510,77 euros

La présidente demande aux délégués s'il y a des questions ou observations. Aucune observation n'étant formulée, la présidente invite le Comité syndical à voter.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité, d'affecter l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2014 de 3 907 372,01 euros au budget primitif de l'exercice 2015, en totalité à la section de fonctionnement-recettes (compte 002 solde d'excédent reporté) ; d'affecter l'excédent d'investissement de l'exercice 2014 de 8 360 138,76 euros au budget primitif de l'exercice 2015, en totalité à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).

2-4 Approbation du Budget primitif 2015 (délibération 2015 13)

La présidente rappelle que Le budget primitif prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'Autolib' Métropole. Ce budget 2015 est le sixième budget sur un exercice complet, il recouvre les recettes et les dépenses des sections de fonctionnement et d'investissement.

Il est essentiellement composé de flux financiers transitant par le syndicat. Il s'agit principalement des redevances d'occupation de voirie et des subventions d'investissement pour la réalisation des stations. Elle donne ensuite la parole à la directrice du Syndicat qui commente point par point la présentation du Budget primitif 2015 qui est projetée sur écran en détaillant les dépenses et les recettes réelles de fonctionnement ainsi que les dépenses et les recettes réelles d'investissement et en les comparant avec les années antérieures CA 2014 – BP 2014 – CA 2013.

La présidente demande aux délégués s'il y a des questions ou observations.

M. Benoît BLOT (Le Plessis-Robinson) souhaite faire une remarque quant au nombre important d'intervenants pour l'installation des stations sur voirie et indique qu'en faisant des efforts de coordination ou en envisageant une diminution du nombre, des économies pourraient être faites. Il ajoute que dans sa commune, une station est constamment en panne en raison des bornes abimées et que la réparation est toujours très longue. Il précise que le problème des bornes pourrait être réglé à moindre frais en mettant simplement un poteau pour les protéger. Cependant, dit-il, mystérieusement, entre les uns et les autres, rien ne se fait et la station reste en panne plusieurs jours voire plusieurs semaines.

La directrice remercie les membres pour leur implication dans le suivi des stations et répond qu'effectivement elle partage leur avis sur la multiplicité des intervenants. Elle précise que les chantiers sont assez compliqués avec une vingtaine d'intervenants et cite, ERDF, COLAS, TELECOM, IER, etc. Elle ajoute que plusieurs réunions ont été organisées avec toutes les équipes techniques et qu'il est vrai qu'il y a un véritable souci de coordination chez notre délégataire. Elle indique qu'elle ainsi que M. SWIDEREK, responsable du déploiement, les appellent tous les jours.

Concernant la protection de la borne, elle conseille à M. BLOT que des agents de la collectivité fassent, en attendant, une protection de la borne de recharge et ajoute qu'elle prendra contact avec la société Autolib' pour qu'une solution soit proposée rapidement afin de mieux prendre en compte la protection des bornes.

La présidente ajoute que ce problème sera évoqué au prochain Comité de suivi.

Aucune autre question n'étant formulée, la présidente, demande de procéder au vote article par article.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE***

- le budget primitif de fonctionnement du Syndicat pour l'exercice 2015 arrêté comme suit :

- Dépenses : 11 868 817,01 euros

- Recettes : 11 868 817,01 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

- le budget primitif d'investissement du Syndicat pour l'exercice 2015 arrêté comme suit :

- Dépenses : 17 919 900 euros

- Recettes : 24 265 364,77 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre ;

DECIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ; que la contribution obligatoire des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 2 000 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole à compter du 1^{er} avril 2015.

2-5 Admission de nouveaux membres (délibérations :	2015 14 Dugny
	2015 15 Champigny-Sur-Marne
	2015 16 Epinay-Sur-Seine

M. Jackie BOULAY (Châtillon) souhaite connaître pour chacune de ces villes le nombre de stations.

La présidente indique 4 stations pour Dugny, 6 stations pour Champigny-Sur-Marne et 6 pour Epinay-Sur-Seine.

La carte des collectivités adhérentes est projetée sur écran. La directrice informe l'assemblée que cette carte figure également sur leur espace membre et que le nombre de stations réalisées et prévues pour chaque collectivité a été ajouté conformément à leur souhait.

M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), souhaite savoir s'il pourrait y avoir, au bois de Vincennes et notamment sur le parking situé en face de l'espace floral, une station Autolib'. Il ajoute que c'est un endroit où il y a souvent des expositions et que le parking est saturé.

La présidente donne la parole à M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) qui indique qu'au delà de ces deux bois parisiens qui sont des espaces boisés classés, toute implantation est soumise à la commission départementale des sites. Il précise qu'il n'est pas favorable à l'implantation de station Autolib' et, qu'en 2003, une charte des bois a été adoptée avec l'ensemble des communes riveraines dans laquelle il est clairement spécifié que l'objectif est de réduire la circulation automobile dans les bois. Autolib', dit-il, reste de la circulation automobile même si évidemment c'est un système d'autopartage des voitures électriques.

M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) indique qu'au début du périmètre, dans le 93, 19 villes étaient concernées et à ce jour 40. Il ajoute que d'autres communes du 93 devraient adhérer prochainement.

M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-Le-Buisson) s'interroge sur la continuité territoriale et sur les raisons qui ont conduit certaines communes à adhérer comme Rungis qui est dit-il, toute seule, une autre à l'Ouest et deux à l'Est. Il pensait que la continuité territoriale était un principe d'organisation et souhaitait un éclairage à ce sujet.

La présidente répond que c'est un élément à prendre en compte mais que ce n'est pas une obligation.

M. DELEPIERRE (Le Chesnay) indique que ce qui a présidé à l'adhésion de sa commune c'est aussi de donner envie à la Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc d'adhérer. Il ajoute que Vélizy va rejoindre la CA Versailles Grand Parc en 2016 et il pense que la ville de Versailles sera incitée par ces deux côtés à adhérer. Par ailleurs, il informe qu'une réunion aura lieu début avril avec les communes de Versailles Grand Parc et que l'intérêt d'adhérer au Syndicat sera abordé.

La présidente demande ensuite de procéder au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité, l'admission des 3 communes, fixe leur contribution respective obligatoire à 1 500 euros par station.

- 3 - Points divers et questions orales

La présidente rappelle aux membres que lors du précédent Comité qui a traité notamment du débat des orientations budgétaires, plusieurs points ont été soulevés et cite : l'examen de la situation du prêt et donc sa renégociation ou pas ; la question du plan d'affaires avec le délégataire, voire s'il y avait lieu d'entamer des discussions avec le délégataire sur ce point ; l'ADEME pour trouver une issue favorable et obtenir qu'ils reviennent sur leur refus de subventionner les stations Autolib'.

Elle précise que sur la question de l'ADEME, Matthieu FIERLING leur fera un point sur les échanges qu'il y a eu et, concernant les autres points, elle informe l'assemblée qu'ils seront abordés au cours du Bureau qui se réunira mi-juin. Elle précise également que concernant la SGP, il est prévu qu'elle rencontre le directeur très prochainement.

Elle donne ensuite la parole à M. FIERLING qui commente point par point la présentation PowerPoint de la genèse de la subvention de l'ADEME de la manière suivante :

Le contexte : La subvention de l'ADEME pour les infrastructures de recharges est liée au programme d'investissements d'avenir ; ce programme de 35 milliards d'euros visant à « augmenter le potentiel de croissance de la France » est versé sous forme de prêts, de placements ou sous forme de subventions ; la gestion de ces fonds est confiée à différents acteurs dont l'ADEME ; l'Etat a confié à l'ADEME la gestion des crédits d'Investissements d'Avenir dans le cadre des actions qu'il détaille.

Il ajoute que rôle de l'ADEME dans le cadre de l'AMI (Appel à Manifestations d'Intérêts) est de s'assurer de la recevabilité du dossier ; d'instruire la demande d'aide (expertise interne/ externe) et, de présenter et défendre le dossier auprès de la Commission Nationale des Aides.

Il précise également que la contribution se fait (pour le Syndicat) sous forme de subvention et porte uniquement sur le dispositif de recharge de véhicule ; que les infrastructures installées sur la voie publique, hors concession, en alimentation normale (ce qui est le cas du Syndicat), peuvent bénéficier d'un taux de soutien de 50% du coût d'investissement (dont le matériel, le génie civil et le raccordement au réseau) et que l'Appel à Manifestations d'Intérêts (AMI) partage une enveloppe budgétaire de 50 Millions d'€ avec le projet « Villes de demain » piloté par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il informe ensuite les membres que, le 27 avril 2011, l'AMI a été lancé avec une date limite de dépôt des dossiers fixée au 16 décembre 2013, que le dossier de candidature d'Autolib' Métropole a été déposé le 30 mars 2012 et que le 11 mars 2013 soit un an après, une lettre de refus de l'ADEME parvenait au Syndicat, au motif que « les infrastructures en concession ne sont pas éligibles ; le contrat de DSP est précisément une concession, par conséquent les dépenses ne sont pas éligibles à l'AMI ».

Or, M. FIERLING précise que le texte initial de l'AMI n'a jamais mentionné le fait que des infrastructures exploitées via une DSP ou en concession n'étaient pas éligibles. Il ajoute qu'ensuite après plusieurs courriers et échanges, un nouvel AMI comportant plusieurs modifications par rapport au premier est lancé qui font que le Syndicat n'est pas du tout éligible puisque le texte prévoit que les bornes réalisées via un contrat dont la mise en concurrence est antérieure à la date de dépôt du dossier soit le 17 juillet 2014 ne sont pas éligibles. Il ajoute que le nouvel AMI plafonne l'aide à 1250 / borne, alors que l'AMI n°1 permettait de subventionner jusqu'à 50% du montant de l'investissement (estimé à 58 millions d'euros fin 2013).

L'ADEME refuse donc toujours de subventionner le Syndicat malgré les différentes relances.

La présidente indique que cette subvention représentait environ 4 millions d'euros et que le Syndicat continue de se battre pour obtenir gain de cause auprès de l'ADEME. Elle donne ensuite la parole à Mme Christine BRUNEAU qui indique qu'à l'occasion d'une réunion avec l'AVERE, association du

véhicule électrique, à laquelle le Syndicat adhère, une présentation globale du projet de la Sté Bolloré a été faite et qu'il a été dit que c'était la Sté Bolloré qui serait chargée, par l'Etat, d'implanter seize mille bornes de rechargement en France. Mme BRUNEAU précise qu'au cours de cette réunion, elle est intervenue pour dire qu'il était inadmissible et scandaleux que ces mêmes bornes implantées par le Syndicat ne soient pas financées par l'ADEME, d'autant plus qu'aujourd'hui, la Sté Bolloré est officiellement reconnu par l'Etat comme étant un référent sur le plan de la stratégie électrique et du véhicule électrique.

Elle précise que la directrice générale de l'AVERE va intervenir auprès de l'ADEME pour expliquer l'historique et le besoin du co-financement des bornes.

La Présidente ajoute qu'une demande de rendez-vous auprès du Président de l'ADEME avec la directrice générale de l'AVERE serait opportun.

Elle demande ensuite aux membres concernant la visite de Vaucresson qui a eu lieu le 10 mars dernier si certains élus veulent faire un retour sur cette visite.

M. Thierry SIOUFFI (GPSO : Ville d'Avray) fait part de son enthousiasme pour cette visite très bien préparée. Il dit avoir vécu Autolib' « en profondeur », que la démarche était très tournée vers l'usage et qui est en proposition de valeur vis à vis des élus. Il indique que le projet tramway a été évoqué et qu'il est bien réel, bien physique, bien présent et très intéressant.

Il estime que le groupe Bolloré se substitue complètement à la démarche qui est la leur en amenant un outil que l'on peut prendre ou pas ; qu'il est très tourné vers la mission qui est la leur à savoir désenclaver les centres ville, apporter des solutions qui soient économiquement viables et fiables. Il ajoute que l'on sent une profondeur de champ au niveau de cette entreprise. Il conclut en incitant les élus qui n'ont pas pu participer à cette visite de se saisir d'une prochaine opportunité.

La Présidente demande aux membres si d'autres élus souhaitent faire un retour de cette visite ou s'il y a d'autres points qu'ils souhaitent aborder.

M. Samuel BESNARD (Cachan) revient sur l'opération de customisation de certains véhicules en automne dernier qui avait permis d'identifier davantage Autolib' et de lui donner une image encore plus urbaine. Il rappelle qu'il avait été évoqué la possibilité que les villes s'en saisissent pour customiser les véhicules aux couleurs de leur ville de manière à montrer la dimension métropolitaine et l'ensemble des villes qui s'inscrivent dans cette aventure et dans ce service public. Il dit qu'il souhaite aborder ce sujet pour savoir comment les élus pourraient inscrire cette opération dans les démarches municipales voire pour les communautés d'agglomération adhérentes afin de faire vivre nos territoires à travers les véhicules qui circulent.

La Présidente répond à M. BESNARD, qu'il est vrai que cela avait été évoqué et qu'elle y est favorable. Elle précise que la démarche reviendrait aux communes mais qu'il faudrait dans un premier temps savoir si elles en sont d'accord puis, en parler en Comité de suivi, enregistrer les communes qui souhaitent participer à ce projet et faire en sorte qu'il y est une homogénéité d'un point de vue visuel ce qui ferait vivre le concept de territoire.

M. Bernard ROCHE (GPSO : Vanves) indique qu'il faut faire attention aux logos par rapport aux véhicules municipaux qui circulent afin qu'il n'y ait pas de confusion. Il précise qu'il faudrait une charte graphique discrète Autolib'.

M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains) rappelle qu'une réflexion avait déjà été menée à ce sujet. Il ajoute qu'elle portait notamment sur la couleur afin de quitter le gris classique.

La Présidente rappelle que la couleur grise choisie à l'époque était la moins onéreuse et que le logo ne porte pas à confusion avec le logo des villes.

M. Samuel BESNARD (Cachan) indique qu'une charte graphique portée par Autolib' portant le nom de plusieurs villes sur un même véhicule pourrait être envisagée.

M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) indique que toutes les voitures qui ont été customisées, l'ont été au moyen d'un film rapporté sur la peinture et de ce fait le coût est minime.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 11h10 et informe les membres du Comité syndical que la prochaine séance se tiendra en juillet prochain.

Le Secrétaire,


Christophe BERNIER



La Présidente,


Marie-Pierre de La GONTRIE